# Copie anonyme - n°anonymat : 219217

G4-00045 219217 Eco So His

Code épreuve : 245 | Nombre de pages : 8 | Session : 2026

Épreuve de : ESH

Consignes
- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

## Le court terme est-il l'ennemi du long terme ?

« À long terme, nous serons tous morts ». Cette affirmation de KEYNES est au fondement de sa pensée. Pour lui, les politiques publiques qui ont été mises en place suite à la crise de 1929 ont été inadéquates et ont prolongé la crise. KEYNES souligne donc l'importance de la relance à court terme pour venir briser les effets néfastes de ces politiques. On voit ainsi une opposition entre le court terme et le long terme, qui pose la question de savoir si le court terme est l'ennemi du long terme.

On se demande ici si le court terme peut être désigné comme l'ennemi du long terme de manière générale. A priori, ces deux notions sont contraires : le court terme se réfère à toute décision qui a pour but d'agir dans l'immédiat, à un instant donné. A l'inverse le long terme n'espère pas de résultat immédiat. On se réfère à cette distinction temporaine notamment lorsqu'on s'intéresse à l'investissement, aux différentes politiques économiques, mais aussi aux comportements et décisions de tous les agents, comme les ménages et les entreprises. Ainsi, cette variété de distinction fait que les différentes décisions ne sont pas forcément connues et harmonisées et peuvent potentiellement empiéter les unes sur les autres. Néanmoins, être l'ennemi de quelqu'un ou de quelque chose, ce n'est pas seulement y être opposé : on peut être opposé à une décision sans pour autant agir et être l'ennemi de qui a pris cette décision. Donc être ennemi serait de l'ordre d'une confrontation directe et permanente, parfois voulue. Il y a l'idée de rentrer en conflit avec l'ennemi, de lui nuire. Mais alors, à quel point peut-on estimer que le



prepaNext.fr

court terme est l'ennemi du long terme ? Certes, les décisions court-termistes ont parfois une influence négative sur le long terme : on peut différencier les politiques conjoncturelles, axées sur le court terme, des politiques structurelles, elles plus axées sur le long terme. De ce fait, le paradigme keynésien qui s'est instauré à partir du système de Bretton Woods donnait une forte importance à l'arbitrage de court terme. Peut-on pour autant parler d'ennemi ? Le court terme ne semble historiquement pas s'être développé et utilisé dans le but de nuire au long terme, même si ils sont parfois rentrés en opposition. De ce fait, si le court terme peut avoir une influence négative sur le long terme, peut-on pour autant dire qu'il soit son ennemi ?

Il semble en effet que le court terme et le long terme aient tendance à s'opposer (I). Mais comme cette opposition ne découle pas d'une volonté de nuire et qu'elle n'est pas nécessaire en elle-même, elle ne reflète pas une situation d'ennemis (II). De ce fait, il est possible d'altérer la relation entre court terme et long terme pour réduire leurs différents, voire qu'ils deviennent amis (III).

*

* *

L'État est garant de l'investissement de très long terme mais est bousculé par des chocs extérieurs à court terme (a). Les marchés financiers sont aujourd'hui prépondérants et favorisent le court terme même si cela est risqué à long terme (b). Tout cela est accentué par les comportements et la rationnalité variable des agents économiques (c).

Certains investissements ont une portée de très long terme mais peuvent ne pas être rentables. C'est alors à l'État de les assumer mais ce dernier peut être entravé par les fluctuations de court terme de l'économie. Le propre des services publics est de réaliser



prepaninde.fr

des activités indispensables à la réalisation de la société mais qui sont de telle nature à ce qu'elles ne puissent être réalisées uniquement par la force gouvernante. Alors l'État dépense et investit. Mariana MAZZUCATO, dans L'État entrepreneur, souligne que l'État investit plus qu'on ne le pense et qu'il le fait grâce à un «capital patient», c'est-à-dire un capital qui peut être investit à très long terme car les bénéfices espérés ne sont pas très importants. L'État finance ainsi des infrastructures ou le développement de technologies innovantes, à l'image du GPS par la Darpa. Pour ses investissements, il a recourt à l'endettement. Or, à court terme, certaines fluctuations économiques peuvent avoir pour conséquence d'obstruer la capacité d'endettement ou la capacité d'honorer la dette. C'est notamment le cas lorsque le niveau général des prix augmente ou baisse de manière cumulative et auto-entretenue, soit l'inflation ou la déflation. Variables conjoncturelles par excellence (au côté du chômage), elle influence la dette. Quand une forte inflation se produit, cela allège le poids de la dette et les forces publiques peuvent être incitées à s'endetter d'avantage. Mais lorsque la déflation se produit, le poids réel de la dette est alourdi : pour rembourser le même montant, ~~il va~~ nominal, le coût réel sera plus élevé du fait de la perte de valeur de la monnaie. On rentre ainsi, selon FISCHER, dans une spirale de déflation par la dette. On comprend ainsi que les fluctuations économiques de court terme peuvent aliéner la capacité d'investissement des agents, notamment l'État, à long terme.

De plus, l'influence négative du court terme sur le long terme est aujourd'hui exacerbé par la place des marchés financiers dans l'économie. En effet, la deuxième globalisation financière, qui a commencé dans les années 80, a permis de libéraliser les marchés financiers. Selon Henri BOURGUINAT, cette libéralisation est passée par une déréglementation, une désintermédiation et un décloisonnement des marchés financiers, qui ont eu pour conséquence d'augmenter l'activité sur ces marchés et leur volatilité. Suite à cette libéralisation, les marchés financiers ~~ont~~ se sont retrouvés être des marchés où le court-termisme prime. Par exemple, sur le New York Stock Exchange, le temps moyen de détention d'un actif est passé de 2ans à 6mois entre 1990 et 2010. Les prouesses technologiques ont aussi participé à cela, avec notamment le trading à haute fréquence qui permet de faire des transactions en quelques microsecondes. Cependant,



prepaindex.fr

cela augmente la volatilité et les risques liés aux marchés financiers. MINSKY, dans son analyse des cycles, souligne que les marchés financiers sont traversés par des moments de somnolence et des moments d'euphorie. Ainsi, à court terme peut se produire une euphorie qui entraîne une activité trop importante, pouvant mener à la création de bulles spéculatives. Quand ces bulles explosent, cela peut donner lieu à des crises, comme en 2008 : dans ce cas les conséquences apparaissent à long terme et sont désastreuses pour l'économie.

C'est donc le comportement des agents qui peut favoriser le court terme car en manquant d'information, il est difficile de prévoir de quoi est fait le long terme, donc d'accepter de prendre une décision à long terme. Rejettant la théorie des marchés efficients, STIGLITZ affirme que sur les marchés, l'information n'est pas parfaite. En effet, l'information est coûteuse et tous les agents n'ont pas les moyens de la rechercher. De ce manque d'information découle une allocation des ressources qui n'est pas optimale. Au sens de SIMON, les agents ont une rationnalité limitée, c'est-à-dire que pour prendre leurs décisions, ils se basent sur l'ensemble de l'information qu'ils détiennent, même si elle n'est pas parfaite. De ce manque d'information naît une préférence pour le court terme, car il est plus sûr de se rapprocher d'un actif dont ~~la valeur fondamentale est relativement connue~~ l'évolution semble prévisible à court terme plutôt que d'un projet qui porte sur plusieurs années dont la rentabilité n'est pas assurée. Cette préférence pour le court terme nuit directement au long terme car certains agents en besoin de financement de sur le long terme peinent à trouver des investisseurs. C'est notamment le cas pour les petites et moyennes entreprises qui subissent un aléa moral sur le marché bancaire. Bien qu'elles auraient besoin d'emprunter pour se développer sur le long terme, il est risqué pour les banques d'accorder ces prêts du point de vue de la solvabilité.

Ainsi, on constate une tendance à ce que le court terme ait une influence sur le long terme. Les marchés financiers prioritisent le court terme ce qui a des conséquences sur le long terme. Mais on a vu que du fait du comportement des agents, les entreprises et l'État peuvent être impactées sur le long terme. Il ne semble pas que cette conséquence soit voulue par les agents, peut-on vraiment dire que malgré une influence négative, le court terme soit l'ennemi



IMPRIMERIE NATIONALE – 2023-02-PF 018 751

# Copie anonyme - n°anonymat : 219217

Emplacement QR Code

Code épreuve : 245 | Nombre de pages : 8 | Session : 2026

Épreuve de : ESH

**Consignes**
- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

du long terme ?

Quand le court terme nuit au long terme, cela n'a pas volontaire et traduit simplement une mauvaise complémentarité des décisions (a). Dans tous les cas, le court terme étant temporaire, à son issue il est possible pour le long terme d'en pallier les conséquences (b).

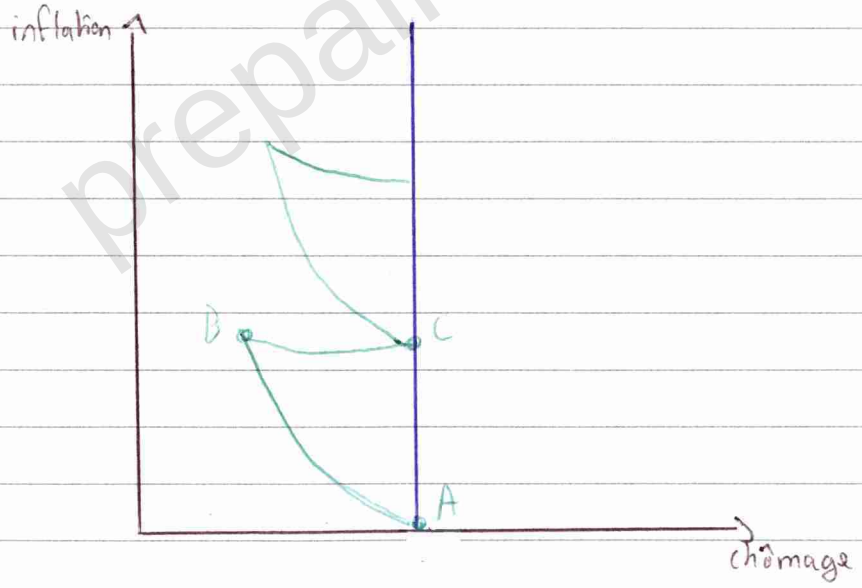
~~A long terme, les politi~~ Les politiques structurelles, elles ont pour but d'améliorer et de favoriser le cadre dans lequel s'oppère l'économie afin qu'il soit stimulant. Les politiques sont de long terme car elles nécessitent parfois la refonte de certains secteurs ou certaines institutions. Un ses objectifs de ces politiques est développer le capital humain, c'est-à-dire l'ensemble des qualifications et compétences des individus qui permettent d'améliorer leur productivité et leur efficacité. John HECKMAN fait l'analyse de ces politiques dans Evaluating human capital policies. Pour lui, l'éducation est un excellent moyen de favoriser le capital humain à long terme. OR, l'éducation est beaucoup trop influencée par des variables exterieures qui ne sont pas directement liées. Par exemple, il remarque que la hausse du salaire minimum peut avoir pour conséquence d'inciter à travailler plus tôt, même pendant les études, ce qui pourrait faire baisser les résultats scolaires. De même, une forte inflation augmenterait le coût des études et désinciterait les étudiants. Mais on remarque que l'inflation et la variation des salaires ne résultent pas directement d'un objectif de nuire à l'éducation, mais de décisions politiques ou de fluctuations économiques. Les variables de court terme ont entravé la politique de long terme, sans pour autant être son ennemi car



prepaindex.fr

il ne s'agit en réalité que d'une conséquence secondaire. C'est pourquoi HECKMAN souligne l'importance d'une bonne complémentarité entre les politiques économiques.

Ainsi, comme l'influence du court terme n'est pas désirée, il est possible de la corriger à long terme. Une politique de court terme qui s'est avérée être mauvaise ou inefficace peut ainsi justifier l'emploi d'une politique de long terme. FRIEDMAN a souligné l'inefficacité de l'arbitrage entre inflation et chômage keynésien. Il a notamment remis en question la courbe de PHILLIPS qui, remanié par LIPSEY, SAMUELSON et SOLOW, soulignait l'importance de cet arbitrage. Pour lui, à terme l'inflation ne permet pas de réduire le chômage et l'économie tant vers son taux de chômage naturel. Cela peut être représenté de la sorte sur la courbe de Phillips :




Au point A, l'inflation va augmenter et réduire dans un premier temps le chômage, car l'inflation augmente les salaires nominaux, ce qui amène au point B. Mais en réalité, les salaires réelles n'augmentent pas. Dans un premier plan les travailleurs tombent dans l'illusion mais se rendent compte à terme de la réalité, par le biais d'anticipations adaptatives. Se rendant compte de cette réalité, cela décourage certains travailleurs ce qui cause une augmentation du chômage jusqu'au point C. Ainsi,

ce processus peut se répéter et la courbe de Phillips devient verticale et atteint le NAIRU (Non-Accelerative-Inflation-Rate-of-Unemployment). De ce point de vue, les politiques conjoncturelles de court terme ont eu pour seul effet d'augmenter l'inflation. Comme le chômage est devenu structurel, cela légitimise le développement de politiques de l'emploi qui possèdent d'autres outils pour faire baisser le chômage à long terme.

~~Donc le court terme, bien qu'il puisse avoir une influence~~ le long terme, n'a de conséquence négative sur le long terme que de manière indésirée

Donc le court n'a de conséquence négative sur le long terme que de manière indésirée, ce qui remet en cause le caractère d'ennemi. Peut-on donc imaginer pouvoir les réconcilier ?

Finalement, un bon cadre institutionnel peut réduire l'influence du court terme sur le long terme et faire en sorte qu'ils se coordonnent(a). Dans tous les cas, certaines questions sur le long terme, comme la protection de l'environnement, doivent être acceptées à court terme (b).

En effet, de bonnes institutions peuvent favoriser un bon fonctionnement de l'économie à court terme sans pour autant entraver la situation à long terme, voire pouvoir l'améliorer. Une des institutions clé d'une économie est sa banque centrale. Mais elle doit répondre à certains critères pour fonctionner correctement à court terme et à long terme. C'est le cas notamment dans la question de l'indépendance de la banque centrale. Quand la banque centrale dépend de l'État, la théorie de Public Choice montre qu'en fonction des cycles électoraux, les forces publics peuvent vouloir réduire ~~l'inflation~~ le chômage au prix d'inflation pour gagner en popularité. Les conséquences à long terme peuvent être mauvaises. C'est pourquoi BARRO et GORDON soulignent que du fait de ce biais inflationniste, les banques centrales se doivent d'être indépendantes. Une bonne gestion des institutions peut permettre donc de bien s'adapter à la conjoncture et in fine de créer un cadre stable pour les politiques de long terme. Douglas NORTH, dans son analyse des institutions, a souligné que si le Royaume-Uni a pu se développer à long terme tout au long du 19ème siècle, c'est en partie grâce à ses institutions: ~~il était~~ les droits de



Prepanord.fr

propriété étaient bien établis mais surtout la Banque of England faisait varier ses taux d'intérêts à court terme pour faciliter l'investissement et accompagner la conjoncture. Cette bonne gestion du court terme a établi un cadre amical dans lequel à long terme le pays a profité de la Révolution Industrielle.

De plus, le long terme présente des aspects beaucoup plus importants ce qui induit que le court terme se doit de s'adapter pour ne pas être l'ennemi de questions parfois impactant l'homme en général. C'est le cas de la question de la protection de l'environnement. En effet, les bienfaits de cette protection ne sont pas visibles à court terme alors que les coûts le sont. C'est pourquoi cet aspect favorise les comportements de passagers clandestin. Il y a une préférence au présent des agents. Néanmoins, du point de vue d'une soutenabilité forte, nous nous devons d'agir dès maintenant et ce au prix d'actions radicales. Par exemple, le développement de Green Bonds permet à court terme de favoriser les investissements respectueux de l'environnement ce qui est bénéfique à long terme. Le court terme doit donc s'efforcer de ne pas être l'ennemi du court terme.

*

* *

En conclusion, la relation entre le court terme et le long terme apparaît complexe. Le court terme est favorisé de nos jours par les marchés financiers et le manque d'information des agents, ce qui pénalisent les agents en besoin de financement à long terme, comme les PME. L'action de l'État est aussi influencée par les variations de la conjoncture. Mais cette influence du court terme n'est pas voulue, il est donc inapproprié de parler d'ennemi. Ainsi il est possible de pallier cette influence, car à long terme les politiques structurelles se révèlent plus efficaces. Dans tous les cas, on peut réconcilier le court terme et le long terme grâce à de bonnes institutions. L'importance pour ~~l'~~ l'homme des questions de long terme fait que le court terme doit s'efforcer d'apprécier le long terme.



prepaindex.fr

IMPRIMERIE NATIONALE – 2023-02-PF 018 751